

THÈMES & DÉBATS

La décroissance : une utopie ?

Christian ELLEBOODE

Docteur ès sciences économiques,
agréé de sciences sociales,
professeur en classe préparatoire
au lycée Saint Jean de Douai
et à Intégrale Paris



Retrouvez toute la collection

THÈMES & DÉBATS

sur notre site

librairie.studyrama.com

dont

Christian Elleboode,

L'économie à travers les prix Nobel.

Édition : Myriam Pasek

Mise en page : Daphné Alain

© Bréal, juin 2026.

Toute reproduction, même partielle, interdite.

ISBN : 978-2-7495-5857-8

Sommaire

Préface	7
Introduction	10
Chapitre 1 – Au bord du gouffre : l'humanité face au péril planétaire	13
Un désastre en marche	13
Le climatoscepticisme n'a plus de raison d'être !	16
Une transition énergétique inévitable mais « hors de prix » ?	19
Le refus de la révolution verte et de l'écodéveloppement par la décroissance ..	22
Une fausse issue, la croissance verte, pour la théorie de la décroissance	28
La décroissance et le refus de la transition énergétique « académique »	32
Chapitre 2 – La thèse de la décroissance	34
Les précurseurs	34
La décroissance aujourd'hui	36
Lire les partisans de la décroissance	39
Serge Latouche	52
Chapitre 3 – La condamnation du modèle occidental	58
La fin du Saint Graal : le PIB	58
Et si le monde entier adoptait le mode de vie occidental !	61
Chapitre 4 – La décroissance, un nouveau discours révolutionnaire de type marxiste	69
Décroissance, marxisme : les deux animés par le même esprit révolutionnaire ..	69
Mais la décroissance n'est pas marxiste !	80
Chapitre 5 – Marxisme et décroissance, un discours fondé sur la peur ..	83
Les peurs à l'origine de discours neufs et radicaux	83
Le marxisme et la décroissance : une réponse à des peurs	85
Une peur non négligeable : la surpopulation	88
La fin de nos ressources : la grande peur de la décroissance	91

Chapitre 6 – Changer le monde mais comment ?	93
Un choix de vie contre le consumérisme	93
Un exemple précis : les voyages	95
Retour à une économie de subsistance ou est-ce exagéré ?	100
Chapitre 7 – Les décroissants radicaux : vers une nouvelle dictature ?	102
Démocratie ou dictature : premières réflexions	102
Aspirations et limites du projet décroissant :	
entre contrainte et adhésion volontaire	104
Un écho troublant au discours marxiste : la révolution comme unique issue	107
Éternelles divisions entre révolutionnaires et réformistes	112
Partage mondial des richesses et type de régime politique	115
La « guerre économique » actuelle	119
Chapitre 8 – Retour au collectivisme, non, mais aux biens communs	124
Le renouveau des « commons »	124
Comment « décroître » dans un monde en conflit ?	130
Chapitre 9 – La décroissance : une utopie de plus tout simplement	140
De l'utopie marxiste à l'utopie de la décroissance	140
Ni marxisme, ni décroissantisme : mais peut-on vivre sans utopie ?	150
Marxisme et décroissance : de grandes similitudes une fois de plus ?	152
La décroissance : une lutte mondiale distincte du marxisme,	
entre révolution et sobriété	155
Collectivisme et décroissance : deux visions opposées mais irréalistes	157
L'État fort dans le communisme, mais quelle élite	
dans un monde décroissant ?	159
Chapitre 10 – Contre la décroissance, la croissance verte fondée sur un capitalisme régulé	164
Avant tout, croissance et attractivité des investissements	164
La croissance verte possible	166
Croissance verte, échanges internationaux et progrès technologique	169
Une agriculture productiviste conciliée au développement durable	182

Chapitre 11 – La décroissance ne peut contester la nécessité des sciences économiques	186
Les partisans de la décroissance ou le refus de l'économie	186
Vers des politiques économiques au service du développement durable	195
Les politiques structurelles au service de la transition écologique	198
Les efforts conjugués des États et des entreprises pour une croissance verte mondiale	200
Chapitre 12 – La question du progrès scientifique et technologique	203
Philosophie et progrès scientifique : entre scepticisme et espoir rationnel	203
Les progrès techniques et scientifiques : un levier d'émancipation humaine	205
Chapitre 13 – L'éternelle question de la suraccumulation	209
Accumulation et suraccumulation : de Marx à la décroissance	209
L'accumulation du capital n'est pas forcément une suraccumulation	212
Retour à la dialectique pour changer les décisions politiques	214
Chapitre 14 – Quand la décroissance oublie que les liens sociaux coûtent !	218
Chapitre 15 – La décroissance n'est pas un retour à l'âge de pierre !	235
Décroître n'est pas une régression	235
Quelle valeur dans le monde de demain ?	239
Communisme et décroissance : deux façons de voir l'avenir	240
Comment répartir les richesses ?	243
Chapitre 16 – La question démographique	248
La décroissance : la peur de l'essor démographique ?	248
Et la question des migrations pour les décroissants ?	251
Chapitre 17 – Quel monde demain ?	254
Demain un monde sans classes sociales ?	254
Et avec moins de consommation ?	256
Et s'efforcer de décroître coûte que coûte...	267
Et oublier l'inévitable progrès scientifique et technique	272

Chapitre 18 – Réenchanter le monde	288
Conclusion	291
Références bibliographiques	292

Préface

L'ouvrage présent s'attache à explorer la décroissance, non seulement en tant que vision critique du modèle économique actuel, mais également comme une tentative de formuler des solutions face aux défis écologiques qui s'imposent à l'humanité. Ces solutions laissent sceptiques bon nombre de spécialistes du sujet d'ailleurs et, c'est ce que nous aborderons. La décroissance interroge en profondeur nos modes de vie, notre rapport aux ressources naturelles et notre obsession pour une croissance économique illimitée dans un monde aux ressources finies. Qu'on partage ou non ses postulats, elle a le mérite d'affronter directement les questions fondamentales que posent l'effondrement de la biodiversité, le dérèglement climatique ou encore l'épuisement des écosystèmes. Pourtant, malgré l'urgence manifeste des enjeux environnementaux, ces préoccupations semblent reléguées au second plan dans l'agenda public et politique. Les débats se cristallisent ailleurs, souvent autour de sujets qui, bien qu'importants à l'échelle individuelle ou nationale, paraissent secondaires face à l'ampleur des défis écologiques. Alors que la décroissance invite à repenser l'art de vivre autrement, l'attention mondiale se concentre ailleurs, notamment sur les conflits au Proche-Orient et en Ukraine, ainsi que sur les incertitudes liées aux interactions entre Trump et Poutine, oubliant les réflexions sur la sobriété prônée par la décroissance.

Il est donc fondamental de replacer l'écologie au cœur des débats, non pas comme une simple question parmi d'autres, mais comme l'enjeu central qui transcende et conditionne toutes les autres problématiques. Il s'agit d'interroger les priorités actuelles, de dénoncer l'inertie collective et de rappeler que le sauvetage de la planète ne saurait être un sujet secondaire ou facultatif. Que l'on adhère ou non à la vision radicale de la décroissance, son insistance sur la nécessité d'une transformation profonde des systèmes économiques et des modes de vie, ainsi que son utopie, souvent perçue comme audacieuse mais irréaliste, mérite une attention sérieuse. En pointant les limites du modèle actuel et en esquisant des alternatives qui mêlent critique et idéal, elle ouvre un espace de réflexion incontournable, même si ses aspirations semblent parfois hors de portée. Car face à l'ampleur des défis écologiques, toute tentative de reléguer ces questions

au second plan équivaut à ignorer la réalité implacable de l'urgence climatique et environnementale. À mesure que les crises environnementales, sociales et économiques se multiplient, le discours des partisans de la décroissance semble trouver une résonance particulière, car il anticipe – ou parfois semble presque espérer – un chaos global résultant des excès du système actuel. Ce scénario, qu'ils jugent inévitable, est présenté comme la conséquence logique d'une civilisation qui refuse de reconnaître les limites de la planète. Pourtant, cet ouvrage se garde de céder à une vision unilatérale. Au lieu de s'enfermer dans une posture dogmatique, il propose d'étudier avec soin le discours de la décroissance, tout en le confrontant à d'autres visions du monde, qu'il s'agisse de celle du développement durable ou d'autres choix encore. Ce faisant, il invite à une réflexion équilibrée sur la manière de repenser les fondements culturels et économiques de nos sociétés, en insistant sur la nécessité d'une révolution au moins culturelle pour réorienter nos modes de vie et nos priorités collectives.

L'analyse de la décroissance ne peut se faire sans en examiner les zones d'ombre, ces aspects que ses défenseurs évoquent rarement, voire passent sous silence. L'un des points critiques réside dans le fait que leur discours repose largement sur une logique de peur : peur de l'effondrement écologique, peur de l'épuisement des ressources, peur des conséquences irréversibles de l'inaction. Ce récit alarmiste, bien que parfois nécessaire pour réveiller les consciences, peut également rebuter ceux qui estiment que la peur ne saurait constituer un moteur suffisant pour engager un changement collectif. Il est également marqué par une vision spécifique de l'être humain et de la société, que beaucoup ne partagent pas : une conception parfois austère, qui valorise le renoncement et invite à repenser en profondeur nos aspirations matérielles et nos habitudes de consommation. Si cette approche séduit certains, elle en dérange d'autres, notamment ceux qui croient en la capacité humaine d'innovation et de résilience pour répondre aux défis écologiques sans devoir renoncer à une certaine idée du progrès. De plus, les décroissants adoptent souvent une critique radicale du système économique actuel, qu'ils jugent intrinsèquement insoutenable. Cette remise en question fondamentale ne laisse que peu de place à la possibilité d'une adaptation ou d'une transformation interne du système, comme le défendent pourtant les tenants du développement durable. Ces derniers estiment que des ajustements structurels – grâce à des politiques publiques ambitieuses, à des technologies vertes et à une évolution des comportements – peuvent permettre de concilier croissance et durabilité. L'ouvrage explore ainsi ces

divergences de manière approfondie, en mettant en lumière les points où les perspectives décroissantes et durables se rejoignent, mais aussi leurs désaccords fondamentaux. La décroissance affirme avec conviction que le véritable mirage de notre époque réside dans l'illusion d'une croissance infinie, une croyance profondément ancrée mais qu'il est urgent de remettre en question. Pour ses partisans, il ne s'agit pas seulement de contester le modèle économique dominant, mais également de redéfinir la notion même de richesse. Longtemps cantonnée à une dimension strictement économique, cette notion est réinterprétée par les tenants de la décroissance sous un prisme sociologique et psychologique. À leurs yeux, la véritable richesse ne réside pas dans l'accumulation de biens matériels, mais dans la qualité des liens sociaux, la solidarité et le bien-être collectif. Ainsi, ils proposent une vision où la richesse s'évalue d'abord à travers ce qui nous unit et nous élève en tant que société, plutôt qu'à travers des indicateurs purement monétaires.

En définitive, l'approche adoptée dans ce livre vise à éclairer le débat, en soulignant que la question écologique dépasse l'opposition simpliste entre décroissance et développement durable. Si la décroissance offre une critique radicale des modèles actuels, elle se révèle souvent moins réaliste et plus limitée dans sa manière d'envisager l'avenir, en négligeant la diversité des solutions possibles et la capacité d'adaptation des sociétés.

Le but de cet ouvrage est donc d'analyser en profondeur les multiples interprétations du discours de la décroissance, en scrutant la manière dont ses tenants articulent leurs raisonnements et définissent la société dans son histoire, ses évolutions et ses contradictions. Il s'agit de comprendre la conception particulière qu'ils ont de la nature humaine, souvent marquée par une vision radicale du rapport entre l'homme et son environnement. À travers cette analyse, nous nous attarderons aussi sur les propositions qui émergent de ce mouvement, propositions parfois discutables et sujettes à caution, tant sur le fond que sur la forme. Bien que les idées des décroissants soient animées par un cri d'alarme légitime face aux dérives du modèle de croissance infinie, elles s'accompagnent de solutions qui, dans bien des cas, semblent plus idéologiques que réalistes. Leur rejet de la société de consommation, tout en étant fondé sur une critique pertinente des excès modernes, ne propose que des réponses partielles, parfois déconnectées des réalités complexes de notre monde globalisé. Ainsi, si la décroissance a le mérite d'attirer l'attention sur des enjeux écologiques et sociaux cruciaux, ses solutions soulèvent de nombreuses interrogations quant à leur faisabilité et leur portée à long terme.

Introduction

La décroissance, concept émergent et résolument anticonformiste, s'impose peu à peu dans le débat public comme une réponse radicale aux crises multiples qui secouent notre monde contemporain. Apparue dans les années 1970 sous l'impulsion de penseurs tels qu'Ivan Illich, André Gorz ou plus tard Serge Latouche, elle prend racine dans une époque où les limites écologiques de la planète commencent à se révéler de manière alarmante. À la différence de la « croissance verte », souvent perçue comme une tentative de concilier l'irréconciliable (la poursuite de la croissance économique et la préservation de l'environnement), la décroissance invite à une remise en question bien plus profonde : celle du modèle économique dominant, de nos modes de vie et, plus encore, de nos aspirations collectives. Pour les décroissants, le « **développement durable** » n'est qu'un beau **pléonasme**, un concept fourre-tout lancé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) sous la pression des lobbies industriels américains qui tentent de sauver la notion de croissance face à la crise écologique. La notion de croissance verte, qui vise à concilier développement économique et durabilité environnementale, est vivement critiquée par la décroissance pour sa récupération par le *greenwashing*, pratique qui masque des actions peu écologiques sous un vernis de durabilité. Pour les tenants de la décroissance, le développement durable n'est qu'une formule galvaudée que chacun utilise et s'approprie, sans forcément y mettre la même signification même si le concept a changé l'approche des relations internationales en donnant la parole à de nouveaux acteurs comme les associations et les ONG qui privilégient une approche participative. Dès 1971, l'un des grands penseurs de la géographie, Pierre George, avait pressenti cette contradiction entre morale et efficacité quand il écrivait : « En économie de marché, si l'on veut défendre l'environnement, il faut le transformer en marchandise ». Aussi, le développement durable dit Serge Latouche « relève de l'escroquerie » !

Si, en théorie, la croissance verte repose sur l'innovation technologique et une transition énergétique réelle, elle est, il est vrai, parfois détournée pour légitimer des pratiques économiques inchangées. Un exemple marquant est celui des grandes compagnies pétrolières, qui, en lançant des campagnes

vantant leur « transition énergétique » vers des énergies renouvelables, continuent d'investir massivement dans les combustibles fossiles. Ce double discours illustre comment le *greenwashing* peut pervertir les objectifs de la croissance verte, en donnant l'illusion d'un progrès écologique tout en freinant les transformations structurelles nécessaires. Cette instrumentalisation fragilise la crédibilité des initiatives vertes et alimente le scepticisme quant à la sincérité des acteurs économiques.

Selon les défenseurs de la décroissance, la croissance verte offre au capitalisme une forme de bonne conscience, en prétendant concilier production accrue, consommation soutenue et respect de l'environnement. Ce concept, séduisant en apparence, permet au système capitaliste de se réinventer sans jamais remettre en cause ses fondements : la quête infinie de profit et l'exploitation effrénée des ressources. En réalité, derrière les discours sur les technologies vertes et les innovations durables, peu de choses sont faites sur le fond pour enrayer les crises écologiques majeures. Les mécanismes de surconsommation, les inégalités mondiales et l'épuisement des écosystèmes persistent, masqués par des initiatives superficielles qui donnent l'illusion d'un progrès. La croissance verte apparaît ainsi davantage comme un stratagème de marketing que comme une réponse véritablement ambitieuse pour sauver la planète.

Loin de se contenter de « verdier » l'économie par le biais de technologies ou d'innovations supposées durables, la décroissance prône un ralentissement volontaire et global de la production et de la consommation. Elle ne vise pas une simple adaptation du système, mais un bouleversement de nos paradigmes (paradigme comme cadre de pensée ou modèle de référence qui structure la manière dont une communauté interprète et comprend la réalité) dans l'idée que « moins » peut devenir synonyme de « mieux ». Ce projet, porteur d'espoir pour certains et projet de société alternatif complexe, suscite également des craintes profondes. Si la décroissance ambitionne de répondre à des inquiétudes pressantes (l'épuisement des ressources, le dérèglement climatique ou encore l'accroissement des inégalités), elle nourrit à son tour de nouvelles appréhensions : quel impact sur l'emploi, sur les économies nationales ou sur le confort matériel que nos sociétés considèrent comme acquis ? Les décroissants nous disent qu'il faut revenir implicitement ou explicitement à un niveau de vie matérielle compatible avec la reproduction des écosystèmes mais par quelle voie ?

Ce concept audacieux, souvent perçu comme une utopie ou une provocation, divise. D'un côté, il offre une perspective inédite face à des crises

qui paraissent insolubles dans le cadre des logiques actuelles. De l'autre, il effraie par son caractère disruptif, sa remise en question de la modernité et des promesses de progrès. La décroissance, en refusant le mythe d'une croissance infinie, se positionne à contre-courant des idéologies dominantes et interroge : sommes-nous prêts à abandonner le culte du « toujours plus » pour un modèle qui privilégie la sobriété, l'équilibre et la qualité de vie ? Entre espoir et scepticisme, la décroissance ouvre un nouveau chapitre de réflexion sur notre avenir commun, appelant à redéfinir les contours mêmes de nos ambitions collectives.

Au bord du gouffre : l'humanité face au péril planétaire

Un désastre en marche

Les tenants de la décroissance fondent leur discours sur les constats les plus alarmants concernant l'état de notre planète, une planète inexorablement dégradée par l'action humaine. Ils s'appuient sur une vision profondément catastrophique de la situation, mettant en lumière des faits qui révèlent l'ampleur des dégâts infligés aux écosystèmes, aux ressources naturelles et à la stabilité climatique. Les exemples qu'ils choisissent, souvent glaçants, ne laissent aucun doute sur la gravité des ravages causés, cherchant à frapper les esprits et à souligner l'urgence d'une transformation radicale face à des destructions qu'ils considèrent comme irréversibles si rien n'est fait.

Nous assistons à une dérégulation totale des écosystèmes et ce constat est partagé par de nombreux scientifiques, penseurs et mouvements écologistes. Les scientifiques du climat et de la biodiversité : groupes comme le GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) et l'IPBES (plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques) tirent régulièrement la sonnette d'alarme sur l'effondrement des écosystèmes à cause des activités humaines. En décembre 2024, l'IPBES a publié un rapport soulignant le déclin alarmant de la biodiversité mondiale, avec une diminution estimée entre 2 % et 6 % par décennie au cours des 50 dernières années. Ce déclin est principalement attribué à des activités humaines, telles que la déforestation, l'agriculture intensive, la surpêche, la pollution et le changement climatique. Les conséquences de cette perte de biodiversité sont directes et désastreuses, affectant la sécurité alimentaire, la disponibilité de l'eau, la santé humaine et la résilience face aux changements climatiques. Le rapport appelle à des actions intégrées et holistiques pour aborder ces crises interconnectées, soulignant que des solutions pensées pour maximiser un seul aspect peuvent avoir des effets négatifs sur d'autres dimensions. Par exemple, l'agriculture intensive vise à sécuriser l'alimentation humaine

mais nuit à la biodiversité, à l'eau et au climat. L'IPBES recommande des approches telles que l'agroforesterie et la création de zones humides pour restaurer les écosystèmes et améliorer la résilience climatique. Ils mettent donc en avant des problématiques telles que la perte massive de biodiversité (6^e extinction de masse) mais aussi les sécheresses et les pénuries d'eau qui touchent des régions entières et les crises énergétiques liées à l'épuisement des énergies fossiles et au retard dans la transition vers des énergies renouvelables. Ces rapports pointent une crise systémique, où l'accélération des activités humaines dépasse la capacité de régénération des écosystèmes.

Un nouveau concept est apparu dans les années 2010, celui de **callapso-logie** (du mot latin « *callopsus* » ou « chute ») qui désigne les études des scénarios d'effondrement des sociétés humaines, généralement en raison de crises systémiques touchant des domaines tels que l'environnement, l'économie, l'énergie ou les institutions sociales. La collapsologie est née dans un contexte de craintes croissantes concernant le dérèglement climatique, la raréfaction des ressources naturelles et les crises globales. Les collapsologues, tels Jared Diamond ou Pablo Servigne et Raphaël Stevens, coauteurs de l'ouvrage *Comment tout peut s'effondrer* ne se contentent pas de prévoir des scénarios pessimistes, ils cherchent aussi à comprendre comment les sociétés humaines peuvent s'adapter à des bouleversements inéluctables ou tenter de les prévenir. Bien que la collapsologie n'ait pas de fondement académique officiel, car ce n'est pas une discipline scientifiquement institutionnalisée, elle reflète une prise de conscience croissante des limites du modèle actuel de civilisation face aux défis titanesques de demain et symbolise une inquiétude collective face aux vulnérabilités de notre monde globalisé. Ces chercheurs soutiennent que nous sommes en train de franchir des seuils critiques d'instabilité et la situation sera pire demain car le monde est si court-termiste qu'il ne peut être réformé. Pour eux, les phénomènes que nous observons (raréfaction des ressources, tensions géopolitiques sur l'eau ou l'énergie, déforestation, etc.) sont les symptômes d'une dérégulation avancée du système Terre, et cela parce que la croissance pour la croissance est devenue pour le monde l'objectif principal, sinon le seul, de l'économie et de la survie. Il ne s'agit pas de croître pour satisfaire les besoins reconnus mais de croître pour croître. Croître pour croître, sans finalité autre que l'accumulation infinie, revient à gonfler un ballon jusqu'à l'éclatement, ignorant les limites et les conséquences de ses propres excès ! Le cadre conceptuel des limites planétaires, proposé

par Johan Rockström et d'autres chercheurs (Will Steffen, Tim Lenton qui étudient les « *tippings point* » ou points de bascule climatiques) identifie neuf limites écologiques (changement climatique, érosion de la biodiversité, perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, utilisation et cycle de l'eau douce, acidification des océans, appauvrissement de l'azote stratosphérique, augmentation des aérosols dans l'atmosphère et introduction d'entités nouvelles dans la biosphère). Selon leurs études, plusieurs de ces limites ont déjà été franchies. La dérégulation globale des écosystèmes est une conséquence directe du dépassement de ces seuils. Ces chercheurs soulignent qu'une action urgente est nécessaire pour rétablir la stabilité des écosystèmes.

Pour ces chercheurs, le drame actuel de la planète est causé par la croissance : c'est une véritable descente aux enfers qui attend l'humanité. La croissance économique illimitée, célébrée comme une réussite humaine, est en train de provoquer des ravages d'une ampleur inimaginable, condamnant à terme la planète et ses habitants à une spirale destructrice. Notre planète est à l'agonie, le réchauffement climatique la brûle littéralement. Les records de chaleur sont pulvérisés chaque année. En 2023, la vallée de la Mort aux États-Unis a atteint 56,7 °C, une température inhumaine, où les oiseaux tombent morts du ciel. Les plastiques envahissent les océans. Dans le Pacifique, une plaque de déchets plastiques de la taille de trois fois la France flotte, tuant poissons, tortues et oiseaux marins. Nous assistons à la destruction des écosystèmes et à l'effondrement de la biodiversité. Nous vivons actuellement la sixième extinction de masse. En 50 ans, les populations animales ont diminué de 70 %. Les forêts tropicales, abritant 80 % de la biodiversité terrestre, sont détruites à une vitesse effroyable. Chaque arbre abattu, chaque espèce disparue est une étape vers un écosystème incapable de soutenir la vie humaine. C'est l'arrivée d'une famine programmée avec la folie du productivisme agricole. Les sols sont lessivés et épuisés par l'agriculture intensive. En Inde, les terres agricoles sont saturées d'engrais chimiques et d'eau pompée à outrance. Résultat : 10 000 paysans indiens se suicident chaque année, acculés par les dettes et l'impossibilité de cultiver leurs terres. Les mégafermes d'élevage, véritables camps de la mort pour les animaux, produisent de la viande à bas prix en empoisonnant les nappes phréatiques. La viande produite dans ces conditions est bourrée d'antibiotiques, créant des superbactéries résistantes, qui menacent directement notre santé. S'ajoute à tout cela le désastre humain : des milliards sacrifiés sur l'autel du capitalisme.

Pendant que les riches s'enrichissent, 2 milliards d'êtres humains vivent sans accès à l'eau potable et le slogan, pourtant fort, « S.O. S H₂O » de Water Aid ne semble pas convaincre le monde. Pendant ce temps, les multinationales privatisent des sources d'eau, comme Coca-Cola en Inde, laissant des villages entiers sans une goutte pour survivre.

Tout cela montre que la société de consommation est l'aboutissement malheureux mais « normal » d'une société de croissance qui repose sur une triple illimitation : illimitation de la production et donc du prélèvement de toutes les ressources, illimitation dans la production de besoins et donc de la production de tout, illimitation enfin dans la production des rejets et donc dans l'émission des déchets et de la pollution. Les faits écologiques alarmants d'aujourd'hui, tout comme les projections pour l'avenir, apportent des arguments de poids aux partisans de la décroissance, mais aussi à l'ensemble du spectre politique, tant il n'existe plus de projet politique qui ne s'ancre, en grande partie, dans une référence incontournable à l'écologie. La **décroissance** n'est donc pas une option mais un **impératif**, disent ses partisans.

Le climatoscepticisme n'a plus de raison d'être !

Bien qu'en minorité croissante, des rétifs aux études scientifiques existent encore aujourd'hui dans divers pays et milieux. Ainsi, aux États-Unis, 10 à 15 % des Américains remettent en question l'origine humaine du changement climatique, selon des enquêtes, comme celle de Yale Climate Communication (2023), mais cela n'empêcha pas l'élection de Trump en 2024 et son projet de sortir de l'accord de Paris. En Europe, les climatosceptiques sont moins nombreux qu'aux États-Unis. Par exemple, en France, une enquête de l'IFOP (2022) montrait qu'environ 5 à 7 % des Français ne croient pas du tout au réchauffement climatique et environ 10 à 15 % doutent de son origine humaine. Dans les pays émergents comme l'Inde ou le Brésil, le scepticisme climatique est beaucoup moins répandu. Les populations y perçoivent généralement les impacts du changement climatique de manière plus immédiate (inondations, sécheresses). Aux États-Unis notamment, des figures politiques conservatrices (Myron Ebell, Scott Pruitt et d'autres) ont historiquement nié le changement climatique et des leaders comme Donald Trump ont contribué à diffuser des idées sceptiques.

Bien que certains demeurent sceptiques face aux avertissements des écologistes, il est indéniable que les cours sur l'**anthropocène** figurent

désormais parmi les spécialités proposées au bac, témoignant ainsi de la reconnaissance académique croissante de l'urgence écologique. Le concept d'anthropocène, popularisé par le chimiste et prix Nobel Paul Crutzen, désigne une nouvelle ère géologique marquée par l'impact majeur et irréversible des activités humaines sur la Terre. Selon Crutzen, l'anthropocène a débuté avec la révolution industrielle, moment où les émissions massives de CO₂ et l'extractivisme intensif ont profondément altéré les systèmes terrestres, notamment le climat, la biodiversité et les cycles biogéochimiques. Cette notion souligne que l'humanité est devenue une force géologique, modifiant la composition même de l'atmosphère et perturbant des équilibres établis depuis des millénaires. Dans ce contexte, nier le changement climatique ou minimiser l'influence humaine sur les dérèglements environnementaux relève d'une véritable hérésie intellectuelle et morale. Les preuves scientifiques sont accablantes : depuis le début de l'anthropocène, les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère ont augmenté de manière exponentielle, atteignant aujourd'hui plus de 420 ppm, un niveau inédit depuis des millions d'années. De plus, les conséquences de cette perturbation sont visibles partout : fonte accélérée des glaciers, événements climatiques extrêmes, acidification des océans et effondrement de la biodiversité. Être climatosceptique aujourd'hui, c'est refuser de reconnaître ces faits empiriques et scientifiques validés par des milliers d'études et institutions internationales, comme le GIEC. Crutzen lui-même dénonçait l'aveuglement volontaire des climatosceptiques, les qualifiant de complices d'une trajectoire suicidaire pour l'humanité et la biosphère.

Des personnalités médiatiques et des « experts » autoproclamés alimentent le scepticisme *via* des plateformes comme YouTube ou Twitter. Une partie de la population exprime du scepticisme par méconnaissance scientifique, par défiance envers les élites ou à cause d'un sentiment d'impuissance face à la gravité du problème. Certains voient les rapports du GIEC comme des outils politiques, non objectifs. Une méfiance croissante envers les médias traditionnels contribue aussi à alimenter des récits alternatifs. Il est vrai qu'il y a sur ce sujet une réelle complexité référentielle : les dérèglements climatiques sont difficiles à comprendre et les solutions proposées (changement de mode de vie, taxes carbone) peuvent sembler anxiogènes. Cela pousse certains à nier le problème pour éviter une « dissonance cognitive ». On peut encore évoquer une médiatisation d'opinions contraires : les réseaux sociaux favorisent la diffusion d'idées simplistes, voire fausses, sur le climat et les arguments « pseudoscientifiques » abondent. Ces arguments

trouvent un écho chez les climatosceptiques qui veulent justifier leur position. Par exemple, « les changements climatiques sont naturels, la Terre a toujours connu des cycles chauds et froids », « il n'y a pas de consensus scientifique réel » ou « les modèles climatiques sont faux car ils ne peuvent pas prédire avec certitude ». Rappelons en deux mots ce qu'est le complotisme. Il se définit comme une tendance à interpréter les événements mondiaux ou locaux à travers le prisme de théories selon lesquelles des groupes occultes ou des puissances cachées manipulent les faits pour servir leurs intérêts. Ces théories reposent souvent sur la méfiance envers les institutions, les médias et les experts et se nourrissent de désinformation et de biais cognitifs. Le complotisme se distingue par sa capacité à simplifier des problématiques complexes, en offrant des explications souvent spectaculaires mais dépourvues de preuves solides. Il prospère particulièrement dans les périodes d'incertitude, où les individus cherchent des réponses face à des événements déstabilisants, comme les crises sanitaires, économiques ou environnementales.

Malgré la persistance donc des théories complotistes, leur influence semble s'éroder face à l'accumulation de preuves scientifiques irréfutables et à la prise de conscience croissante des enjeux environnementaux. De plus, les efforts de vulgarisation scientifique et l'accès à des données accessibles et vérifiables contribuent à déconstruire les récits infondés. L'urgence climatique impose une réalité à laquelle de moins en moins de personnes peuvent échapper, forçant ainsi un basculement progressif vers une adhésion plus large aux faits et à l'action.

Reconnaissons en toute objectivité que notre monde traverse un véritable cataclysme marqué par l'épuisement accéléré des ressources naturelles, l'effondrement de la biodiversité et un dérèglement climatique sans précédent. À cela s'ajoutent des inégalités sociales croissantes, une surconsommation destructrice et une pollution omniprésente, qui fragilisent les écosystèmes et menacent directement l'habitabilité de la planète. Ce modèle de croissance effrénée, guidé par le « toujours plus », semble désormais conduire l'humanité vers un point de non-retour, où les équilibres vitaux sont rompus, appelant à une remise en question urgente de nos priorités collectives.

Une transition énergétique inévitable mais « hors de prix » ?

Sauver l'environnement exige un prix colossal, un coût si abyssal qu'il soulève une question vertigineuse : avons-nous encore les moyens, financiers, politiques et humains de réparer ce que nous avons irrémédiablement détruit ?

L'évolution des sociétés humaines a toujours été liée à la maîtrise d'une source dominante d'énergie : énergie humaine et animale dans les sociétés préindustrielles puis énergies renouvelables [bois, vent (moulins), eau (roues hydrauliques)] ont marqué la transition médiévale. Le charbon a marqué un tournant avec la révolution industrielle, suivi par le pétrole et le gaz au XX^e siècle. Après 1950, le nucléaire est devenu une source d'énergie importante. Ces cycles montrent une tendance à une consommation énergétique croissante, mais ce modèle est contesté par les limites physiques (ressources finies, dérèglement climatique) et certains chercheurs prônent une réduction drastique de la consommation d'énergie. Malgré l'optimisme de certains chercheurs convaincus que les innovations permettront de découvrir de nouvelles sources d'énergie, les partisans de la décroissance demeurent sceptiques. Pour eux, la seule voie réaliste réside non pas dans une foi aveugle en des solutions technologiques, mais dans une réduction radicale de notre consommation énergétique. Un véritable débat anime aujourd'hui les sphères politiques, scientifiques et citoyennes sur la pertinence de l'énergie nucléaire comme solution aux défis énergétiques et climatiques. Certains y voient une alternative crédible pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, grâce à une production d'électricité massive et décarbonée, tandis que d'autres dénoncent les risques liés aux déchets radioactifs, aux accidents potentiels et aux coûts colossaux. Cependant, pour les partisans de la décroissance, ce débat est secondaire, voire hors de propos. Leur position repose sur l'idée qu'aucune source d'énergie, qu'elle soit nucléaire, fossile ou renouvelable, ne pourra soutenir indéfiniment un modèle basé sur la surconsommation et la croissance illimitée que défend le capitalisme. Selon eux, la véritable question ne réside pas dans le choix de l'énergie, mais dans la nécessité de réduire radicalement la consommation énergétique globale et de repenser nos modes de vie pour préserver la planète.

La transition énergétique est donc un sujet clé des débats contemporains, et il suscite de nombreuses interrogations sur sa faisabilité, ses coûts, et ses implications sociales et économiques. La transition énergétique, pour

faire simple, désigne le passage d'un système énergétique basé principalement sur les énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) à un système plus durable, reposant sur les énergies renouvelables (éolien, solaire, hydraulique, biomasse, géothermie) mais qui nécessite une efficacité énergétique, c'est-à-dire l'optimisation de la consommation pour réduire les pertes et l'intensité énergétique. La décarbonation, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), en phase avec les objectifs de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ou 2 °C, implique des changements structurels dans les modes de production et de consommation, ainsi que des transformations technologiques, économiques et sociétales.

Beaucoup s'interrogent sur la faisabilité de la transition énergétique car les défis techniques sont majeurs surtout quand on parle de l'intermittence des énergies renouvelables. Le solaire et l'éolien, par exemple, sont dépendants des conditions météorologiques et cela nécessite des solutions de stockage d'énergie (batteries, hydrogène) ou des réseaux intelligents pour équilibrer l'offre et la demande. Il sera nécessaire de moderniser les infrastructures énergétiques (réseaux électriques, unités de stockage, etc.) qui demanderont des investissements colossaux. Les technologies vertes (panneaux solaires, éoliennes, batteries) dépendent de ressources rares (lithium, cobalt, terres rares), dont l'extraction pose des défis environnementaux, sociaux et géopolitiques. Désormais, on utilise l'expression des terres rares qui désignent 17 métaux essentiels à la production des systèmes de production d'énergie et de propulsion électrique. En nous émancipant des énergies fossiles, nous sombrons en réalité dans une nouvelle dépendance : celle de ces métaux rares (graphites, platinoïdes, tungstène, germanium, antimoine, béryllium, fluorine, prométhium), ces ressources sont devenues indispensables à notre nouvelle société écologique et numérique car elles se nichent dans nos smartphones, nos ordinateurs et autres objets connectés de notre quotidien. Or, les coûts environnementaux et économiques de cette dépendance pourraient se révéler encore plus dramatiques que ceux qui nous lient au pétrole.

La transition énergétique nécessite des investissements massifs. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 nécessiterait environ 4 000 milliards de dollars par an au niveau mondial. À titre de comparaison, c'est environ 2 à 3 % du PIB mondial. Les coûts de la transition pourraient être inégalement répartis, pénalisant les ménages les plus vulnérables (*via* des taxes carbone, des prix de l'énergie plus élevés, etc.). Cela nécessite des politiques d'accompagnement social

fortes. La transition implique inéluctablement des changements profonds dans la vie quotidienne : limiter les trajets en voiture individuelle, rénover les logements, adopter des modes de consommation sobres, etc. Ces transformations peuvent rencontrer des résistances. Les experts s'accordent sur le fait que la transition est réalisable techniquement, mais son succès dépend de la vitesse de mise en œuvre. Plus les actions sont retardées, plus elles seront coûteuses et complexes. L'Agence (AIE) estime que pour atteindre la neutralité carbone, il faudrait investir environ 100 000 milliards de dollars d'ici 2050. Ces investissements généreront évidemment des bénéfices, une réduction des coûts liés aux impacts climatiques (catastrophes naturelles, migrations climatiques) et des créations d'emplois dans les secteurs de l'énergie propre. On peut attendre une amélioration de la santé publique grâce à la réduction de la pollution. Nicholas Stern, dans son rapport de 2006, a estimé que ne rien faire pour le climat coûterait entre 5 % et 20 % du PIB mondial chaque année, contre 1 % à 2 % pour agir. Stern plaide pour des investissements massifs dans la transition énergétique, soulignant que les coûts de l'inaction seraient bien supérieurs. Notons que William Nordhaus (prix Nobel en 2018) est plutôt favorable à une approche graduelle, combinant innovation technologique et taxation du carbone compte tenu des coûts colossaux que demande une telle transition. Le dernier rapport du GIEC de 2023 montre que les technologies nécessaires pour une transition énergétique rapide existent déjà, mais leur mise en œuvre est freinée par un manque de coordination politique et d'investissements. Les experts du climat estiment qu'une transition énergétique rapide est indispensable pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Des innovations radicales peuvent sans doute changer demain nos prévisions mais elles s'accompagnent parfois de défis énergétiques encore plus grands. C'est le cas de l'intelligence artificielle (IA) qui est, sans conteste, une révolution technologique majeure, mais qui soulève des préoccupations croissantes quant à son impact environnemental. Les chiffres sont alarmants : selon une étude de l'université de Massachusetts Amherst, l'entraînement d'un modèle de traitement du langage naturel (comme GPT-3 ou BERT) émet jusqu'à 284 tonnes de CO₂, soit l'équivalent de cinq fois les émissions annuelles d'une voiture moyenne aux États-Unis. En parallèle, les data centers, qui alimentent les infrastructures de l'IA, consomment environ 1 % de la consommation énergétique mondiale en 2020, un chiffre en constante augmentation. Les spécialistes s'inquiètent également des prévisions : d'ici 2030, l'industrie de l'IA pourrait consommer autant d'énergie que certains pays développés si des mesures d'optimisation ne sont pas prises. Le paradoxe est donc frappant : bien que

l'IA promette de résoudre des défis environnementaux grâce à des outils d'optimisation énergétique ou de prévision climatique, elle pourrait devenir un facteur majeur de dégradation environnementale. Les experts appellent à une régulation stricte et à l'innovation dans des technologies plus efficaces, comme les puces spécialisées à faible consommation ou les algorithmes d'entraînement allégés. Enfin, il devient urgent que les gouvernements et entreprises investissent dans des énergies renouvelables pour alimenter ces infrastructures, faute de quoi la révolution de l'IA pourrait avoir un coût environnemental désastreux.

Le refus de la révolution verte et de l'écodéveloppement par la décroissance

La révolution verte trouve son origine dans le contexte de l'après-guerre, lorsque les pays en développement faisaient face à une crise alimentaire majeure. Au cours des années 1940 et 1950, la croissance démographique rapide dans des régions comme l'Asie, l'Amérique latine et certaines parties de l'Afrique a exercé une pression sans précédent sur les ressources agricoles. Le spectre de la famine planait particulièrement sur l'Inde, le Pakistan et le Mexique, où la production agricole ne parvenait pas à suivre le rythme des besoins alimentaires. C'est dans ce contexte que la révolution verte a émergé comme une solution radicale, visant à accroître la productivité agricole grâce à l'introduction de nouvelles technologies, de variétés de semences à haut rendement et de pratiques agricoles modernes. Ce mouvement a été porté par plusieurs acteurs clés, parmi lesquels des scientifiques, des gouvernements nationaux et des institutions internationales.

Un des pionniers les plus emblématiques de la révolution verte est Norman Borlaug, un agronome américain, souvent surnommé le « père de la révolution verte ». Dans les années 1940, Borlaug a mené des recherches au Mexique sur les variétés de blé résistantes aux maladies et à haut rendement. Grâce à ses travaux, il a développé des semences hybrides qui pouvaient doubler, voire tripler les rendements tout en nécessitant moins de terre. Ces variétés de blé ont rapidement été adoptées dans plusieurs régions du monde, notamment en Inde et au Pakistan dans les années 1960, où elles ont joué un rôle crucial pour éviter des famines massives. Le succès de Borlaug lui a valu le prix Nobel de la paix en 1970, en reconnaissance de sa contribution à la lutte contre la faim dans le monde.

Au Mexique, par exemple, les efforts pour améliorer les rendements de maïs et de blé ont commencé dès les années 1940 grâce à des initiatives comme

celles financées par la Fondation Rockefeller. Cette fondation, aux côtés de la Fondation Ford, a joué un rôle déterminant en finançant la recherche agricole et en soutenant des instituts comme le CIMMYT (Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé) et l'IRRI (Institut international de recherche sur le riz) aux Philippines. Ces institutions ont été au cœur de la recherche sur les cultures vivrières à haut rendement, comme le riz « IR8 », surnommé le « riz miracle », qui a révolutionné la production alimentaire dans des pays comme les Philippines, l'Indonésie et le Vietnam.

La révolution verte a été défendue par de nombreux dirigeants politiques et organisations internationales, notamment la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ces institutions voyaient dans la modernisation agricole une solution non seulement pour réduire la pauvreté et la faim, mais aussi pour éviter les instabilités politiques dans les pays en développement. Cependant, la révolution verte n'a pas été sans critiques. Si elle a permis d'éviter des famines et d'augmenter la sécurité alimentaire, elle a également entraîné des problèmes environnementaux et sociaux. La dépendance accrue aux engrais chimiques et aux pesticides a provoqué une dégradation des sols et une pollution des eaux, tandis que l'introduction de la mécanisation a souvent marginalisé les petits agriculteurs au profit des grandes exploitations. Néanmoins, dans son contexte historique, la révolution verte a marqué une étape décisive pour lutter contre la faim dans les pays en développement et a établi les bases de l'agriculture moderne.

L'écodéveloppement est une autre notion qui a émergé dans les années 1970, dans un contexte marqué par la prise de conscience croissante des limites écologiques du modèle de développement industriel et de ses impacts négatifs sur l'environnement. Ce concept repose sur l'idée qu'un véritable développement ne peut être durable que s'il intègre à la fois les dimensions économiques, sociales et écologiques. Contrairement à l'approche dominante du développement basée sur la maximisation de la croissance économique, l'écodéveloppement vise à trouver un équilibre entre les besoins des sociétés humaines et la préservation des ressources naturelles pour les générations futures. L'un des principaux promoteurs de cette idée a été Maurice Strong, un diplomate et environnementaliste canadien qui a joué un rôle clé dans la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain en 1972, où les bases de l'écodéveloppement ont été posées. L'économiste et philosophe français Ignacy Sachs est souvent considéré comme l'un des principaux théoriciens de l'écodéveloppement. Dans ses travaux, Sachs a souligné la nécessité d'adopter des modèles de

développement adaptés aux spécificités locales, en mettant l'accent sur l'autosuffisance alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles et la participation active des communautés locales. Il a critiqué les approches universelles du développement, qui imposaient des solutions standardisées souvent inadaptées aux réalités des pays en développement. Pour Sachs, l'écodéveloppement devait être contextuel, respectueux des cultures locales, et favoriser des pratiques agricoles et industrielles compatibles avec les écosystèmes locaux.

La notion d'écodéveloppement a également été soutenue par des institutions internationales, comme le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et l'UNESCO, qui ont encouragé des politiques de développement durable avant même que ce terme ne devienne courant. Dans le rapport « Notre avenir à tous » (1987), également connu sous le nom de rapport Brundtland, les bases conceptuelles de l'écodéveloppement se retrouvent dans la définition du développement durable : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. » Bien que le rapport ait introduit officiellement le terme de « développement durable », il s'est largement inspiré des principes de l'écodéveloppement élaborés dans les décennies précédentes.

Dans le domaine de l'énergie, l'écodéveloppement a été défendu par des auteurs comme Amory Lovins, qui a popularisé le concept de « négaWatt » (énergie non consommée par des actions de sobriété) dans les années 1970. Lovins a plaidé pour une transition énergétique basée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, au lieu de s'appuyer sur des solutions centralisées et gourmandes en ressources. Ce modèle d'énergie décentralisée, souvent mieux adapté aux zones rurales des pays en développement, reflète les principes de l'écodéveloppement en proposant des solutions technologiques respectueuses des écosystèmes et des populations locales.

Un autre exemple marquant est celui de la gestion durable des forêts au Costa Rica, où des politiques nationales ont été mises en place dès les années 1990 pour protéger la biodiversité tout en promouvant l'écotourisme comme source de revenus pour les communautés locales. Ce modèle, fondé sur la valorisation économique des services écosystémiques, illustre bien l'approche « écodéveloppementaliste », qui cherche à conjuguer conservation de la nature et développement économique.

En somme, l'écodéveloppement est né d'une critique des limites du modèle de croissance économique classique et d'un appel à adopter des solutions

plus respectueuses de l'environnement et des spécificités locales. Défendu par des figures comme Ignacy Sachs et René Dumont, et mis en œuvre dans des initiatives variées à travers le monde, il a ouvert la voie à une réflexion plus globale sur le développement durable. Bien qu'il ait été remplacé en grande partie par le concept plus populaire de « développement durable », l'écodéveloppement reste une source d'inspiration pour ceux qui cherchent à concilier progrès économique et préservation de la planète.

Bien que la révolution verte ait permis d'éviter des famines massives dans de nombreux pays en développement, elle a engendré une série de méfaits durables qui ont principalement bénéficié aux géants de l'agro-business, tout en laissant de nombreux petits agriculteurs marginalisés. L'une des critiques majeures porte sur la dépendance accrue à des intrants chimiques coûteux, tels que les engrais, les pesticides et les semences hybrides ou génétiquement modifiées. Ces produits, souvent commercialisés par des multinationales comme Monsanto (aujourd'hui Bayer), ont créé une économie de rente dans laquelle les agriculteurs se sont retrouvés prisonniers d'un cycle d'endettement. En Inde, par exemple, l'introduction massive de variétés de coton génétiquement modifiées, promues comme résistantes aux ravageurs, a conduit à une hausse des coûts de production pour les agriculteurs. Les promesses de rendements supérieurs n'ont pas toujours été tenues, et de nombreux paysans, incapables de rembourser leurs dettes, ont été poussés au suicide. Ce phénomène, qualifié de « crise des suicides paysans », a pris une ampleur dramatique, en particulier dans les États indiens du Maharashtra et de l'Andhra Pradesh. Sur le plan écologique, la révolution verte a entraîné une dégradation massive des sols et des ressources en eau. L'utilisation intensive d'engrais chimiques a appauvri les sols en matière organique, tandis que les monocultures encouragées par ce modèle agricole ont réduit la biodiversité. Ces pratiques, bien que profitables à court terme, ont sapé les bases de la durabilité agricole à long terme. Par ailleurs, les pesticides, largement promus dans le cadre de la révolution verte, ont causé des ravages sur la santé humaine et animale, avec des cas avérés de cancers et d'autres maladies chroniques dans des régions agricoles comme le Pendjab indien, souvent surnommé « la ceinture du cancer ».

L'écodéveloppement, bien qu'il se veuille une alternative durable et adaptée aux spécificités locales, n'a pas échappé à certaines failles, tant conceptuelles que pratiques. L'une des critiques majeures adressées à ce modèle est son manque d'application à grande échelle. En effet, beaucoup de projets écodéveloppementalistes ont été limités à des initiatives locales ou régionales,

sans parvenir à transformer structurellement les économies nationales. Par exemple, dans les projets d'agroforesterie en Afrique subsaharienne, comme ceux menés dans le Sahel, les résultats ont souvent été mitigés. Bien que ces initiatives aient permis une amélioration temporaire des conditions locales, elles se sont parfois heurtées à des obstacles institutionnels, comme le manque de financement, de gouvernance efficace et de soutien technique à long terme. Une autre faille majeure de l'écodéveloppement réside dans son incompatibilité avec les systèmes économiques mondialisés. Alors que l'écodéveloppement prône des approches décentralisées et participatives, les réalités du marché global ont souvent marginalisé ces initiatives. Par exemple, dans de nombreuses régions d'Afrique, les politiques de libéralisation économique imposées par les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI, ont encouragé les exportations agricoles à grande échelle, souvent au détriment des projets locaux centrés sur la souveraineté alimentaire. Les communautés agricoles se sont alors retrouvées piégées entre des objectifs contradictoires : répondre aux besoins locaux ou s'insérer dans un système économique mondialisé, largement dominé par les intérêts des grandes entreprises.

C'est dans ce contexte de désillusion face aux limites de la révolution verte et de l'écodéveloppement que des mouvements prônant la décroissance ont gagné en visibilité. La décroissance, portée par des penseurs comme Serge Latouche ou André Gorz, critique frontalement l'idée même de croissance économique comme finalité ultime. Les défenseurs de la décroissance voient dans la révolution verte un outil de domination des multinationales, qui, au nom de la productivité, ont détruit les écosystèmes, appauvri les communautés locales et exacerbé les inégalités sociales. Ils critiquent également l'écodéveloppement pour son incapacité à s'affranchir du cadre capitaliste, qu'ils jugent incompatible avec une gestion réellement durable des ressources.

Du côté des critiques de l'écodéveloppement, Wolfgang Sachs, sociologue allemand et membre de l'Institut Wuppertal, a profondément analysé les limites de ce concept. Dans son ouvrage *Planet Dialectics* (1999), il reproche à l'écodéveloppement de s'être souvent réduit à un « verdissement » des pratiques de développement classique, sans remettre en question les dynamiques fondamentales du capitalisme. Selon Sachs, les projets écodéveloppementalistes ont souvent fini par reproduire des **logiques extractivistes** (pillage productiviste) en insistant sur l'exploitation « durable » des ressources naturelles pour soutenir la croissance

économique, sans véritablement répondre aux besoins des communautés locales. Il prend pour exemple les programmes de gestion forestière dans les pays d'Asie du Sud-Est, comme en Indonésie, où des initiatives étiquetées « durables » ont été utilisées pour justifier la plantation de monocultures d'hévéas ou de palmiers à huile, détruisant les forêts primaires et expulsant les populations autochtones.

Des auteurs comme Arturo Escobar, anthropologue colombien, ont proposé une critique postcoloniale des deux modèles. Dans son ouvrage *Encountering Development* (1995), Escobar montre comment à la fois la révolution verte et l'écodéveloppement ont imposé une vision occidentale du progrès, souvent déconnectée des réalités et des aspirations des populations locales. Il prend comme exemple les projets de modernisation agricole en Amérique latine, où les communautés indigènes ont été marginalisées au profit de grandes exploitations orientées vers l'exportation. Ces initiatives, selon Escobar, ne reconnaissent pas les modes de vie et les systèmes de connaissances traditionnels, les considérant comme « arriérés », alors qu'ils étaient souvent bien plus adaptés aux environnements locaux. Ces auteurs, moins connus mais tout aussi influents, ont contribué à enrichir les critiques de la révolution verte et de l'écodéveloppement en soulignant des impacts moins visibles, notamment sur les communautés marginalisées, les écosystèmes locaux et les dynamiques sociales. Leurs analyses mettent en lumière le besoin de modèles de développement profondément ancrés dans les spécificités culturelles et écologiques des territoires, loin des approches standardisées promues par ces deux paradigmes.

Les critiques acerbes de la décroissance trouvent, et il n'y a pas de doute, une justification dans l'épuisement accéléré des ressources naturelles et les crises climatiques de plus en plus graves. La décroissance appelle à un abandon total des modèles de production et de consommation actuels, en mettant l'accent sur la relocalisation des économies, la réduction de la consommation matérielle et une gestion collective et équitable des ressources naturelles. Face aux méfaits de la révolution verte et aux échecs partiels de l'écodéveloppement, la décroissance propose une critique radicale : la remise en question de la logique productiviste au profit de sociétés plus sobres, résilientes et respectueuses des limites planétaires. On voit bien que le discours de la décroissance ne propose pas de demi-mesures !

Une fausse issue, la croissance verte, pour la théorie de la décroissance

Le terme « croissance verte » a été popularisé pour la première fois par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans son rapport intitulé « *Towards Green Growth* », publié en 2011.

La « croissance verte » a émergé comme un ajustement du modèle de l'écodéveloppement, mais en conservant l'idée que la croissance économique pouvait être compatible avec la durabilité environnementale.

La croissance verte, souvent associée au concept plus large de développement durable, repose sur l'idée qu'il est possible de maintenir une dynamique économique tout en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement. Contrairement aux approches radicales comme la décroissance, la croissance verte propose de corriger les dégâts du progrès grâce à l'innovation technologique, aux énergies renouvelables et à une gestion plus responsable des ressources naturelles. Elle ambitionne ainsi de concilier les impératifs économiques, environnementaux et sociaux, dans une logique de durabilité. Ce concept trouve ses racines dans les années 1980, avec la publication du rapport « *Notre avenir à tous* » (1987). Ce rapport définit pour la première fois le développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Cette vision a été renforcée en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio, qui a mis en avant des stratégies visant à intégrer la préservation de l'environnement dans les politiques économiques mondiales.

L'expression « croissance verte » a connu un certain succès et s'est progressivement imposée comme un terme rassurant, véhiculant l'idée d'une conciliation possible entre développement économique et préservation de l'environnement, offrant ainsi une vision d'avenir plus apaisante face aux défis écologiques. Elle reflète certes une volonté louable de concilier croissance économique, justice sociale et respect de l'environnement. Pourtant, cette notion soulève une contradiction intrinsèque : si le développement est réellement durable, pourquoi le qualifier ainsi ? Par définition, tout développement devrait l'être pour être viable sur le long terme. Cette redondance linguistique n'est pas sans susciter des critiques, notamment de la part des partisans de la décroissance. Ces derniers dénoncent souvent le concept de développement durable comme une hypocrisie, un écran de fumée servant à masquer la poursuite d'une croissance effrénée sous des apparences

vertueuses. Selon eux, parler de « durabilité » tout en encourageant l'expansion économique perpétuelle est un non-sens, car les ressources de la planète sont finies. Pour la décroissance, le vrai changement réside non pas dans un « développement durable », mais dans une réduction volontaire de la production et de la consommation. Ainsi, derrière l'enthousiasme pour ce concept se cacherait parfois une volonté de maintenir le statu quo, tout en prétendant répondre aux défis écologiques. Ce débat révèle un enjeu de taille : faut-il repenser complètement notre modèle économique ou simplement le rendre moins destructeur ?

Dans le cadre de la croissance verte, des penseurs comme Amory Lovins ont plaidé dès les années 1970 pour une « révolution énergétique » fondée sur l'efficacité et les énergies renouvelables, anticipant l'importance d'un découplage entre croissance économique et consommation énergétique. Plus récemment, des économistes comme Nicholas Stern se sont imposés sur la scène internationale. Dans son célèbre rapport publié en 2006, Stern démontre qu'agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre n'est pas seulement une nécessité écologique, mais également une opportunité économique, car les coûts de l'inaction seraient bien plus élevés à long terme. La croissance verte s'appuie également sur des initiatives concrètes, comme l'économie circulaire, qui promeut la réutilisation des déchets, ou la transition énergétique, qui vise à remplacer les énergies fossiles par des sources renouvelables. Elle postule qu'un usage intelligent des technologies – comme les réseaux électriques intelligents ou les bâtiments à faible consommation d'énergie – pourrait non seulement atténuer les crises écologiques, mais aussi générer de nouvelles opportunités de croissance. Malgré ces promesses, la croissance verte est critiquée par la théorie de la décroissance pour son optimisme technologique et son incapacité à remettre en cause le modèle productiviste sous-jacent.

La décroissance refuse catégoriquement les concepts de « croissance verte » et de « développement durable », qu'elle considère comme des illusions dangereuses et contre-productives face aux crises écologiques et sociales majeures que traverse le monde. Ces notions, en prétendant concilier croissance économique et respect des limites planétaires, ne font que perpétuer le mythe d'une économie capable de se dématérialiser et d'échapper aux lois physiques fondamentales, comme celles de l'entropie ou des limites des ressources naturelles. Pour les partisans de la décroissance, il est impossible de découpler durablement la croissance économique de ses impacts environnementaux, car toute activité humaine, aussi « verte » soit-elle, implique une consommation d'énergie et de matières premières.